

Pour une élection présidentielle apaisée

PAR LE DR
VAFLAHI MEITE (*)

C'est à nous qu'il revient de décider de l'avenir de la Côte d'Ivoire ! Cet appel est souvent lancé par des habitants et amis de notre pays, au regard de la passion suscitée par l'élection présidentielle d'octobre 2015. Un appel de plus à la raison et à la « civilité » n'est jamais de trop. Sous nos cieux, reconnaissons-le, le pouvoir politique est l'ascenseur qui fait grimper au sommet de la hiérarchie sociale. Dès lors, l'élection présidentielle est celle qui déchaine le plus d'engouement et de passion et mobilise toutes les énergies. Mais les habitants et amis de la Côte d'Ivoire doivent se souvenir que ce système de choix des dirigeants est « importé » et que nous devons garder toujours l'essentiel à l'esprit ; à savoir l'amélioration du bien-être des habitants réconciliés de ce pays où « vivre ensemble » devient un plaisir permanent et partagé.

La cohabitation entre deux systèmes de « démocratie »

En effet, chaque peuple a une culture et, partant une vie politique selon les règles déterminées par sa coutume. Cependant, avec la mondialisation politique, de nouveaux modèles ont été adoptés par l'ensemble de la communauté internationale. Notre pays n'a pas échappé à la généralisation à travers le monde du modèle de démocratie de l'Occident, qui, selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Malgré la richesse du système traditionnel basé sur le consensus, « la démocratie de l'arbre à pala-

tres », c'est le système de démocratie à l'occidental susmentionné qui s'est imposé au Monde entier comme étant le meilleur moyen d'expression de la volonté du peuple. Dans ce système, même si le consensus n'est pas exclu par principe, c'est « la loi de la majorité ». De ce fait, la désignation des représentants du peuple devient un enjeu majeur. Et le vote est ainsi perçu à la fois comme le mode le plus légitime de désignation, mais aussi comme « le mode le plus habituel, le plus légitime de participation politique » (Duhamel et Meny, 1995).

Ainsi, le défi que les Ivoiriens doivent relever consiste à faire la symbiose entre deux systèmes d'organisation sociale et politique aux fins du « vivre ensemble ». Ces deux systèmes sont

la mise en œuvre du système moderne qui reste problématique dans les milieux citadins. Toutefois, organiser dans la paix et sécurité, l'élection présidentielle d'octobre 2015 souhaitée libre, démocratique et transparente est une nécessité absolue et un devoir de cohérence et d'honnêteté intellectuelle. La plupart des pays frères de l'espace Cedeao ont réussi cet exercice ; sans difficulté majeure connue. Que tous les Ivoiriens et amis de la Côte d'Ivoire contribuent à l'organisation d'élection présidentielle apaisée dans la pluralité d'opinions et la tolérance.

Personne ne peut oublier d'ouï nous venons. Notre pays ne s'est pas encore remis de la longue et douloureuse crise socio-militaire-politique née selon plusieurs ob-

La « bataille de l'émergence »

On ne le répètera jamais assez, les priorités sont ailleurs. Elles sont, d'une part, dans la poursuite des efforts pour le développement socio-économique du pays et faire de la Côte d'Ivoire un « pays émergent » à l'horizon 2020. D'autre part, il s'agit de créer les conditions d'un « vivre ensemble » réel et harmonieux dans notre beau pays. Ceci passe, à notre avis, par (i) la création d'un état de droit conforme aux normes internationales et garant de la défense des droits de l'homme, et (ii) l'instauration d'un climat serein pour l'activité politique.

Nous n'aurons rien dit de nouveau en affirmant qu'aujourd'hui le souci de la majorité de la population ivoirienne est moins celui que sera élu Président de la République mais plutôt comment améliorer son quotidien. L'économie du pays connaît depuis 2012 une croissance remarquable (9,8% en 2012, 8,7% en 2013 et 9% en 2014). Mais, estimée à près de 50% en 2014, le taux de pauvreté reste très élevé. Par ailleurs, notre pays occupe le 171^e rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain (Idh).

Il apparaît clairement que malgré les performances sur le plan économique, notre pays pourra difficilement satisfaire aux critères sociaux de « pays émergent » d'ici l'année 2020 en raison de faiblesses structurelles au niveau de l'accès aux soins médicaux et à l'éducation. Ceux qui ont eu la chance de voyager mesurent avec objectivité le fossé qu'il y a entre notre pays et des pays dits émergents comme ceux du Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Dès lors, nous devons nous accorder sur l'essentiel pour poursuivre et gagner cette noble « bataille de l'émergence ».

La nécessité du « vivre ensemble »

De plus, rappelons que des élections, même libres, si elles ne sont pas accompagnées de la mise en place d'institutions stables, économiques et politiques, et s'il n'existe pas un véritable désir des citoyens de vivre ensemble, peuvent au contraire faire reculer la démocratie » (J. Attali, 2006).

Voici en quelques lignes ce que nous inspire la prochaine élection présidentielle. Il faut garder à l'esprit : le développement socio-économique durable de la Côte d'Ivoire et la création d'un Etat de droit conforme aux normes internationales.

(*) DOCTEUR-INGÉNIEUR
BRUXELLES, BELGIQUE

Nous n'aurons rien dit de nouveau en affirmant qu'aujourd'hui le souci de la majorité de la population ivoirienne est moins celui qui sera élu Président de la République mais plutôt comment améliorer son quotidien.

aussi riches, l'un et l'autre. Tous les deux requièrent une même disposition d'esprit pour qu'ils fonctionnent : humilité, altruisme, tolérance. Et leur symbiose permet d'élaborer une forme de démocratie adaptée à nos peuples.

La nécessité d'une élection présidentielle apaisée

La méthode de consensus reste d'actualité dans diverses sphères de décision en milieu rural. C'est

servateurs à la suite du coup d'Etat de décembre 1999. Nous avons « tout » connu dans ce pays : transition, refondation, rébellion, accords de Linas-Marcoussis, accords politiques de Ouagadougou, etc., et finalement de triste mémoire, la présidentielle de 2010. Les conséquences socio-économiques et humaines de cette longue période d'instabilité sont connues de tous. Nous n'avons pas besoin de les rappeler !

La Matinale

Rebrander l'Afrique, une tâche ardue

PAR VALENTIN MBOUGUENG

Après une première édition réussie qui a balisé, en octobre 2014, les chemins d'une réelle émergence de l'Afrique, la deuxième édition du *Rebranding Africa Forum* s'ouvre demain à Bruxelles. Cette initiative de l'homme de médias, Thierry Hot, Coo de Samori Media Connection, et directeur de publication du magazine panafricain, *Notre Afrique*, est placée cette année sous le thème « Investir en Afrique, entreprendre pour l'Afrique », et ambitionne de promouvoir une nouvelle approche susceptible d'assurer une adéquation entre les investissements et l'entrepreneuriat en Afrique.

Les débats nourris qui s'annoncent s'inscrivent dans la dynamique du *Rebranding* de l'image de l'Afrique, qui tient à cœur à Thierry Hot. Des acteurs de premier plan investissent la place bruxelloise, pour recenser les freins à un plus grand afflux de capitaux vers le continent noir, et définir les moyens et approches adéquats pour accroître l'attractivité de l'Afrique, vis-à-vis de donateurs d'ordre en provenance de l'extérieur, souvent découragés par la mauvaise image véhiculée sur le continent, mais aussi auprès d'Africains ayant interiorisé ces *Bad Stories*, au point de rechigner à entreprendre.

Rebrander l'Afrique, voilà une affaire bien ardue par les temps qui courent. A peine le continent avait-il recommencé à susciter l'intérêt des investisseurs et à se présenter comme la nouvelle frontière du développement mondial, que l'on a vu resurgir, ici et là, les vieux démons de l'instabilité politique et de la gouvernance erratique. La bourse régionale des valeurs mobilières d'Afrique de l'Ouest, a failli en faire les frais récemment à New York. Alors que tout était réuni pour que son opération séduction envers les investisseurs américains et internationaux de la Grande Pomme se déroule dans d'excellentes conditions, la tentative de coup d'Etat au Burkina Faso s'est invitée dans les débats. Fort heureusement, l'échec de la manœuvre et la forte implication de la communauté économique régionale, la Cedeao, pour rétablir la légalité, ont fourni en extremis l'argumentaire idoine pour répudier les velléités de découragement d'investisseurs potentiels ayant exprimé leurs inquiétudes quant à la stabilité politique de la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine). La réalité est aujourd'hui celle-ci : deux Afrique cohabitent. Il y a celle, heureusement plus nombreuse, où le dynamisme économique associé à l'ingéniosité des populations et à l'essor des classes moyennes, laisse entrevoir d'intéressantes perspectives de développement et de progrès à moyen terme. Puis, il y a l'autre Afrique, celle où des politiciens irresponsables et inconscients tentent d'entraver la marche de l'histoire, et de ramener le continent en arrière, en actionnant de façon désinvolte les leviers de la violence politique, du sectarisme et de l'extrémisme. Comment faire en sorte que les images de la nouvelle Afrique, celle où les trains arrivent enfin à l'heure, ou presque, ne soient pas totalement submergées par celles de médiocres politiciens confondant urnes et armes, de généraux d'apparat se croyant subitement investis de missions grandioses avant que des soldats de deuxième classe ne les ramènent au trou, ou de piètres bouffons utilisant la religion pour justifier l'horreur des assassinats indiscriminés ?

L'Afrique pourrait recevoir davantage d'investissements, et ses fils pourraient entreprendre davantage et voir leurs projets aisément financés pour alimenter une croissance endogène forte, si les freins que constituent l'instabilité politique, la forte volatilité des marchés, et le déficit de compétitivité de plusieurs économies se vautraient encore dans les profondeurs des classements mondiaux, étaient levés. *Rebrander l'Afrique* est sans doute une œuvre de longue haleine, mais celle-ci apparaît indispensable. L'Afrique a trop souffert de sa mauvaise réputation (souvent surfaite à dessein) et en a perdu plusieurs points de croissance, pour reporter à plus tard le chantier du changement de son image. La deuxième édition du *Rebranding Africa Forum* devrait sonner la mobilisation autour de cet objectif de *Rebranding* qui, s'il n'est pas atteint, continuera d'impacter négativement les futurs africains. Si l'on change en bien l'image de l'Afrique, on change tout, et tout devient possible. Les pouvoirs publics africains et leurs milieux d'affaires, qui peinent à développer des médias locaux forts, à même de restituer les réalités africaines face au déferlement d'images anachroniques sur l'Afrique, consentiront-ils, enfin, à suivre les exemples de pays asiatiques, notamment du Moyen-Orient, qui offrent aux citoyens du monde, des informations alternatives ? Rien n'est moins sûr. La RD Congo aux ressources si abondantes, vient d'être proclamée par une institution de Bretton Woods, pays le plus pauvre du monde ! Où sont les médias africains capables de démontrer le contraire, sur tous les canaux satellitaires de la planète ?

L'oeil de...

ZOHORÉ

